

L'Observatoire européen du Pacte vert : Un réseau politique pour une Europe durable

Premier atelier : « Où en sommes-nous ? »

9 décembre 2021

Programme

- 14:30 : Introductions
- 14:45 : Présentation du projet « L'Observatoire européen du Pacte vert ».
- 15:00 : Les politiques nationales de transition et le Pacte vert : défis et opportunités pour chaque pays, introduit par quatre présentations de 10 minutes de chaque pays
- 16:20 : 10 minutes de pause
- 16:30 : Prochaines étapes et première série de recommandations
- 17:00 : Audition d'un membre de l'équipe de Franz Timmermans à la Commission européenne (règles de Chatham house). L'audition portera sur trois questions :
 - Intégration du Pacte vert dans le semestre européen et le plan de relance économique
 - Le plan d'investissement Pacte vert
 - Le Pacte vert et la législation européenne sur les aides d'État
- 18:00 : Fin de la session

Participants

- Jens Althoff, directeur, Heinrich Böll Stiftung, bureau de Paris, France
- Nicolas Berghmans, chercheur senior, Climat et énergie Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), France
- Beata Cymerman, directrice, Heinrich Böll Stiftung, bureau de Varsovie, Pologne
- Juliette de Grandpré, conseillère politique, climat et énergie, WWF Deutschland, Allemagne
- Camille Defard, chargée de recherche, Climat et énergie en Europe, Institut Jacques Delors, bureau de Paris, France.
- Mathilde Dupré, co-directrice, Institut Veblen, France
- Elisa Giannelli, conseillère politique senior, E3G, Belgique/Italie
- Jules Hebert, coordinateur de programme, bureau parisien de la Heinrich Böll Stiftung, France
- Wojtek Kalinowski, co-directeur, Institut Veblen, France
- Daniel Kiewra, chargé de recherche, économiste et expert en transition juste, Pologne
- Neil Makaroff, responsable des affaires européennes, Réseau Action Climat, France
- Audrey Mathieu, chargée de la politique climatique de l'UE, Germanwatch, Allemagne
- Davide Panzeri, conseiller politique principal, Ecco, Italie
- Joanna Maria Stolarek, chef du programme énergie et climat, Heinrich Böll Stiftung, bureau de Varsovie, Pologne
- Martin Keim, directeur de programme - Transition énergétique européenne, Heinrich-Böll-Stiftung, bureau de Bruxelles, Belgique

Introduction

J.A. : Le moment est bien choisi pour cette réunion, avec la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale en Allemagne. C'est le moment d'avoir de nouvelles idées, de créer une dynamique, de prendre des initiatives. Mais il est impossible de le faire seul. Le rôle des pays qui sont représentés aujourd'hui est essentiel.

Comment le Pacte vert pour l'Europe (EGD - *European Green Deal*) va-t-il être réalisé au niveau de l'UE ? On s'interroge sur certaines limites en termes d'ambition (taxonomie verte, nucléaire) mais aussi sur sa mise en œuvre. Comment pouvons-nous faire avancer les choses ?

Le Pacte vert est le **projet européen le plus ambitieux pour la transition écologique**. C'est une opportunité, mais il est nécessaire d'analyser **les objectifs** qui ont été adoptés, et de creuser les **difficultés**. Il est en effet plus facile d'adopter des objectifs que de les poursuivre sur le terrain.

Notre projet commun n'est pas créé d'un point de vue neutre. Nous avons une vision, une base commune dans le noyau dur des membres, qui sera probablement développée, un engagement commun vers la **durabilité**. Le but du projet est aussi d'avoir une expertise des pays nationaux, avec des experts qui connaissent les politiques nationales de transition, mais aussi les politiques européennes (double compétence).

Nous organiserons **trois ateliers**, qui permettront de rédiger un **rapport final** contenant les **recommandations et les défis** spécifiques des pays. L'objectif est de contribuer au changement : voir ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, et formuler des **recommandations concernant le Pacte vert lui-même**. Le groupe s'engage à participer à l'atelier et à lire et commenter le rapport final.

Commentaires :

A.M. : Quelle est l'ampleur du projet ? Le Pacte vert est aussi vaste que nous pouvons l'imaginer. Nous devrions peut-être nous en tenir aux politiques climatiques. L'agriculture est également un sujet important qui nécessite une expertise particulière.

N.M. : La discussion sur le Pacte vert pourrait être liée aux besoins en investissements. L'année prochaine, il y aura une discussion sur le pacte de stabilité et de croissance (dont l'application a été suspendue jusqu'en 2023 afin d'aider les Etats membres à faire face à la crise du covid). Il y a une question des outils financiers de la transition, pas seulement les besoins d'investissements mais également la question des investissements nuisibles.

J.G. : Il y a aussi la question des enjeux sociaux. Pas seulement une « transition juste » mais aussi le Fonds social pour le climat et l'aspect financier : qui va payer la transformation ?

C.D. : En effet, la dimension sociale est particulièrement importante, et liée au défi de la démocratisation au sein de l'UE. Nous pourrions par exemple mettre en place une convention citoyenne pour le climat au niveau européen, afin que les gens puissent participer à la transition énergétique !

D.K. : Nous devons tenir compte de l'importance des défis dans le domaine industriel, comme le secteur automobile et le secteur de la mobilité.

W.K. : Les différents pays ne sont pas également préparés à cette transition. Cela soulève la question des « pays centraux », des « pays périphériques » et des pays moins industrialisés. Aussi, l'UE est-elle prête à partager l'effort des coûts de la transition ?

E.G. :

- Les éléments sociaux sont cruciaux et liés à la participation du public, qui devrait être au centre de la transition.
- Nous devons réfléchir à la définition du concept, qui peut être différente d'un pays à l'autre et d'une organisation à une autre (par exemple, transition, politique sociale...).
- Fit for 55

M.K : Il existe des facteurs externes qui peuvent influencer la mise en œuvre du Pacte vert.

Présentations par pays

Les situations politiques en rapport avec le climat et l'énergie de l'Allemagne, la France, l'Italie et la Pologne vont être successivement présentées. L'exposé, qui sera suivie d'une discussion entre les membres du groupe, fait état des politiques publiques mises en œuvre ou prévues et dresse le portrait du débat public national autour des questions de transition écologique.

1) ALLEMAGNE (Audrey Mathieu - Germanwatch)

L'Allemagne s'est dotée d'une **coalition feux tricolores**. L'objet climatique passe du ministère de l'environnement à un grand **ministère de l'économie et du climat**, avec le vert Robert Habeck comme ministre (et vice-chancelier). Au niveau international, la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock sera la négociatrice clé. Les libéraux ont obtenu le ministère des finances, aux mains de Christian Lindner, défenseur du « schwarze Null » (une règle d'or budgétaire qui stipule que le déficit de l'État ne doit jamais descendre en dessous de zéro). S'il n'y a pas de lutte d'ego mais un **jeu d'équipe**, cela pourrait être très intéressant.

Dans le traité de coalition, l'objectif climatique est très présent : objectif de neutralité climatique en 2045 ; élimination progressive du charbon d'ici 2030 ; 80 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique en 2030 ; engagement à remplacer les combustibles fossiles d'ici 2045. L'Allemagne va également procéder à un **contrôle climatique** de toutes ses lois, afin de vérifier si elles ne font pas obstacle à la poursuite des objectifs climatiques de l'Allemagne.

Il y a également un **soutien clair à Fit for 55**, même s'il y a quelques angles morts sur certains dossiers. L'aspect clé de Fit for 55 **est la proposition de 60 euros comme prix minimum de la tonne de CO2**. C'est la seule amélioration du paquet Fit for 55, alors que le reste du traité de coalition est un soutien clair, sans autre proposition d'amélioration.

Il n'y a pas de proposition d'augmentation du prix du carbone pour le transport, le chauffage et les petites installations industrielles. Cela soulève la question de savoir si nous allons avoir suffisamment de revenus de ce côté pour le Fonds social pour le climat.

Pour la première fois, l'Allemagne aura une **politique étrangère explicite en matière de climat**. Dans cette diplomatie climatique européenne, un partenariat avec l'Ukraine est mentionné (extension du partenariat pour la transition énergétique, ainsi que du format de coopération du Triangle de Weimar).

Le gouvernement veut remplir le **Fonds pour le climat et la transformation** autant que possible, et il a déjà une autorisation de ce montant de 240 milliards d'euros. Il y a une volonté claire du gouvernement de renforcer les opportunités d'investissement, avec par exemple une réduction de la charge fiscale pour les entreprises, pour les banques nationales, la mobilisation de capitaux privés... Si

la coalition s'engage à débloquer les fonds pour que la transition se fasse, elle veut aussi **supprimer les subventions climatiques néfastes** (mentionné mais sans date butoire).

Deux portes ouvertes intéressantes :

- 1) **Favoriser les investissements verts.** Les règles doivent devenir **plus simples et plus transparentes** dans leur mise en œuvre. Pas de lignes rouges, mais une position constructive.
- 2) **Offensive d'investissements au niveau européen** : infrastructure numérique, rail commun, réseau, énergies renouvelables (ENR) et infrastructures d'hydrogène, en partenariat avec d'autres partenaires de l'UE. Les capitaux tant publics que privés devraient jouer un rôle à cet égard.

Fin de la présentation / Q&R

J.G. : C'est la première fois que l'Allemagne a besoin d'une politique climatique ambitieuse pour pouvoir remplir ses propres objectifs nationaux. Habituellement, l'Allemagne essaie d'éviter ces dossiers européens, mais maintenant elle ne peut pas se permettre de le faire et d'ignorer les politiques européennes. Elle a absolument besoin d'un système d'échange de quotas d'émission fort et de Fit for 55. Les journaux en parlent beaucoup, et l'objectif semble être bien accepté. Mais le discours est toujours « nous devons protéger l'industrie ».

N.M. : Les Français essaient toujours de trouver des choses négatives à dire sur la transition énergétique allemande. Nous devons mieux comprendre la transition allemande. La voie allemande conduit-elle à une plus grande dépendance au gaz ?

J.A. : Le gaz devrait jouer un rôle dans la période de transition. L'Allemagne a l'intention de construire de nouvelles usines à gaz, mais prêtes à travailler avec de l'hydrogène. Si l'idée est d'avoir **80% d'énergies renouvelables**, alors il n'y a pas besoin de beaucoup de gaz, donc ce n'est pas vraiment significatif. En France, si Macron ou un candidat de droite gagne, il pourrait y avoir une situation de concurrence entre le nucléaire français et les énergies renouvelables allemandes. La question de l'indépendance ou non est importante, comme le montre la crise géopolitique avec la Russie en ce moment. Nous devons donc également réduire notre dépendance dans le secteur de l'énergie.

C.D. : N'y a-t-il pas un risque, si l'ETS 2 est mis en place, et si le système national allemand est fusionné avec l'ETS2, et si le plafond carbone est supprimé du marché national du carbone ? Parce que cela signifierait qu'au sein d'un système européen intégré, **le prix serait plus bas**, parce que le marché serait plus grand. Si nous voulons atteindre un prix du carbone élevé pour le transport et le chauffage, **ne serait-il pas préférable de conserver un système national** ? Serait-il vraiment bon pour l'intégration européenne d'avoir un prix du carbone de 200€ sur l'ETS2 d'ici 2030 ? Mais c'est ce dont l'Allemagne aurait besoin.

A.M. : Pour ETS2, l'appropriation nationale est un aspect clé de son succès. Concernant la taxonomie de l'UE, le traité de coalition réitère le non à l'énergie nucléaire, mais il n'y a **pas un mot sur la taxonomie**. Il y a un risque qu'une fois élu, Scholz dise « faisons nos devoirs chez nous avec les 80% d'énergies renouvelables et ensuite nous en parlerons ». La question est donc la suivante : **est-ce une bénédiction ou une malédiction que nous ayons un mix énergétique national** ? Chaque État membre décide en effet de sa propre politique énergétique. Cette question du mix énergétique national ou européen est à l'origine du débat sur la taxonomie.

J.G. : Les libéraux, pendant la campagne, n'avaient qu'un seul instrument, le **prix du carbone**. Ils ont dit qu'ils voulaient l'introduire au niveau national, et maintenant ils sont au gouvernement. Le SPD n'est pas intéressé par un prix élevé à cause de ses conséquences sociales, et les Verts ont abandonné sur ce sujet (A. Baerbock était la seule à être honnête sur ce sujet et a ensuite eu une campagne contre elle suite à laquelle elle a finalement abandonné). Il y a un **fort soutien pour l'ETS2 dans le traité de coalition**, mais le même soutien n'est pas garanti au niveau de l'UE (les verts européens n'en veulent pas, mais les verts allemands le veulent).

2) FRANCE (Neil Makaroff - Réseau action climat)

Depuis 2018, la lutte contre le changement climatique est une **priorité absolue pour les Français** (sondages Le Monde 2021). 82% de la population française estime que le gouvernement devrait prendre des règles plus strictes, obligeant par exemple les citoyens à changer leur comportement pour lutter contre le changement climatique. Cependant, les politiciens pensent qu'ils en font assez pour le climat, car ils sont satisfaits de l'héritage de l'**accord de Paris et de l'approche exclusivement nucléaire** (qui aboutit à des secteurs électriques sans carbone). Ils ont une approche holistique du climat (deux lois sur le climat, assemblée de citoyens...).

L'EGD est perçu comme une stratégie qui permettra une **plus grande convergence climatique dans l'UE, mais sans effet sur la France** qui en fait déjà assez. Mais en réalité, la France est loin de son objectif climatique (loin du nouvel objectif 2030 de l'EGD de 47,5% d'énergies renouvelables).

L'affaire du siècle (une plainte pour inaction climatique déposée contre l'État par quatre associations) a abouti à une décision de justice imposant à l'État français de réduire d'ici 2022 ses émissions de CO2 de 15 Mt. En réaction, le gouvernement a créé une « convention citoyenne pour le climat », composée de 150 citoyens choisis au hasard qui ont élaboré des **propositions ambitieuses pour le climat** (la plupart d'entre elles pourraient être traduites au niveau de l'UE, comme la pénalisation des voitures lourdes et l'élimination des voitures les plus polluantes, l'élaboration de normes de CO2 pour les voitures, l'élimination des logements les plus inefficaces et l'imposition de la rénovation des bâtiments...). Mais la plupart de ces propositions ont été **rejetées par le gouvernement**, qui a déclaré que ces politiques devaient être prises au niveau de l'UE, par le biais du Pacte vert.

Au cours de ses 6 mois de présidence du Conseil de l'UE, la France **n'a pas la volonté de faire avancer des mesures européennes ambitieuses. L'accent sera mis sur une forte réforme du SCEQE, avec au moins 65% des émissions de GES**. Mais cela concerne principalement les États membres centraux et orientaux et l'Allemagne, car la France n'est plus un pays industriel. Suivant le récit national des mesures satisfaisantes prises par la France, ils veulent faire porter le fardeau aux autres pays.

Le Green Deal **est considéré comme une contrainte**. La France est l'un des **pires pays en matière de développement des énergies renouvelables et est à la traîne en matière d'efficacité énergétique (EE)**, de sorte que les nouveaux objectifs de l'EGD sont difficiles à accepter. La France considère que l'EGD va trop loin en matière d'énergies renouvelables et souhaite donc inclure l'énergie nucléaire dans cette catégorie.

La France fait également pression pour maintenir les voitures hybrides jusqu'en 2040, une proposition inspirée par Peugeot.

Dans l'ensemble, le récit français veut **utiliser certains éléments du Pacte vert comme des totems**. Le **mécanisme d'ajustement carbone aux frontières** (MACF / CBAM en anglais) sera la priorité de la présidence française, et Macron voudra réussir là où d'autres présidents ont échoué. Cet outil est également lié à la **souveraineté, et à la protection des frontières**, ce qui rend cette proposition très populaire dans l'opinion publique.

Le discours français est également motivé par **une nouvelle stratégie d'optimisme technologique**. Ils veulent passer du terme « renouvelable » à celui de « faible émission », en particulier pour l'hydrogène. Macron veut trouver des alliances dans l'UE, ce qui conduit **la France à soutenir l'intégration du gaz fossile dans la catégorie verte de la taxonomie** (poussée par la Hongrie et la Pologne par exemple). A un moment donné, cela va détruire la crédibilité du Pacte vert.

L'acceptation sociale de la transition verte est un aspect essentiel, comme l'ont montré les manifestations des gilets jaunes. Une transition juste ne concerne pas seulement les travailleurs, mais aussi les consommateurs, les ménages. L'une des propositions françaises en la matière est une **taxe carbone fixe à 44€/tonne de CO2**. Macron a vu l'impact de cette mesure lorsqu'elle a été mise en œuvre au niveau national, il veut donc l'adopter au niveau européen et faire peser la charge sur l'UE. Cela pourrait être très dommageable pour le Pacte vert. De la même manière, il existe également une proposition visant à créer un nouveau système d'échange de quotas d'émission pour le chauffage et les carburants, appliquant ainsi le prix du CO2 sur les particuliers, ce qui pourrait être un suicide politique.

Comme le montre le retard français en matière de développement des ENR et de l'EE, il existe un réel manque d'investissements dans la transition verte en France. Les besoins d'investissements supplémentaires pour atteindre l'objectif 2030 de la France (-40%) seraient compris entre 12 et 16 milliards d'euros par an, selon I4CE. La France continue également à financer des **subventions néfastes**. Le RAC France évalue à **25 Mds d'euros les dépenses dommageables pour le budget 2022 en discussion** (défiscalisation du kérosène aviation, défiscalisation de la consommation de carburant pour les transporteurs routiers et l'agriculture...).

Macron va « **verdir son bilan** » avec des totems politiques et, en parallèle, **pousser pour déplacer la focale sur l'agenda de la « souveraineté européenne »** (défense, migration...), avec un récit protectionniste et de crédibilité économique (CBAM)... Cela va détourner l'attention des réformes structurelles, tandis que Macron va certainement utiliser la présidence française pour être réélu.

Fin de la présentation / Q&A

J.G. : Pourquoi ne pas avoir un débat en France sur le coût du nucléaire ?

N.M. : Le débat sur le nucléaire n'a aucune rationalité en France et est fortement lié à la souveraineté nationale (car le nucléaire serait la seule option capable de l'atteindre). Les politiciens verts essaient d'attirer l'attention sur le coût. Mais aujourd'hui, cela ne fonctionne pas vraiment. Il est difficile d'avoir une voix alternative dans ce débat qui ne laisse aucun espace pour la rationalité, et qui est plutôt rempli de beaucoup de fierté et de choix historiques à perpétuer.

M.K. : Une discussion pour plus tard : je crois comprendre que l'ETS 2 est avant tout poussé par le gouvernement allemand, alors que la majorité française (gouvernement/acteurs de la société civile/opinion publique) est contre. Qu'en est-il des positions de la Pologne et de l'Italie sur ETS 2 ?

C.D. : Mais le ministre français des finances est favorable à l'ETS2.

J.G. : Compte tenu de la forte campagne anti-ETS en Pologne en ce moment, je pense que la Pologne est également contre ETS2, mais je suppose que nous en entendrons parler plus tard.

3) ITALIE (Elisa Giannelli - E3G)

2021 est une année climatique importante pour l'Italie. Le remaniement ministériel a donné lieu à une nouvelle configuration du **ministère italien de la transition écologique**, qui couvre l'environnement, les écosystèmes et les infrastructures énergétiques. Il y a eu une centralisation des compétences sur le climat, et Mario Draghi a placé le climat au centre de son agenda politique. C'est aussi une année de **leadership international fort** : Présidence du G20, coprésidence de la Cop 26.

L'Italie est sur la bonne voie pour **atteindre ses objectifs climatiques de 2030**. Le pays a réduit ses émissions plus rapidement que la moyenne de l'UE dans tous les secteurs économiques depuis 2005, et il s'est clairement engagé à **éliminer progressivement le charbon d'ici 2025**. L'Italie est le principal bénéficiaire du mécanisme de relance et de résilience (en valeur absolue), elle a donc la possibilité de financer sa transition verte grâce à ces fonds. L'Italie a l'opportunité de jouer un **rôle de game changer dans les négociations européennes** (par exemple, ne pas s'abstenir sur chaque vote européen). L'Italie prévoit de tripler sa production d'énergie solaire et de doubler sa production d'énergie éolienne d'ici 2030.

Mais il y a des résistances et des obstacles à surmonter face aux progrès réalisés par l'Italie. L'acceptation sociale n'est pas encore tout à fait au rendez-vous. De plus, le **gaz fossile couvre encore 40 %** de la demande énergétique, ce qui entraîne une dépendance énorme vis-à-vis des importations, et **l'industrie gazière est encore très active** (avec de nombreux investissements) et pousse agressivement son discours en disant que « le gaz a un rôle écologique » à jouer. Une résistance est également attendue de la part du secteur automobile. Nous devons donc faire attention au risque d'**incohérence politique** qui pourrait endommager/retarder la transition rentable. Le **plan de relance**, par exemple, ne prévoit que **16 % de dépenses vertes** (en dessous de la norme européenne de 37 %).

L'Italie a besoin de changements structurels pour améliorer la **gouvernance nationale en matière de climat** et garantir la cohérence des politiques, la cohérence entre les mandats politiques, un processus décisionnel transparent et fondé sur des données scientifiques, un mécanisme de mise en responsabilité plus fort en cas d'efforts insuffisants ou inefficaces.

Un recalibrage des compétences, les ressources humaines et l'action diplomatique sont nécessaires, car il faut positionner le pays comme un pivot dans les négociations européennes. Il est également nécessaire de renforcer la **qualité du débat public sur le changement climatique**, car le discours public n'est souvent informé que par des intérêts partiels. **Fit for 55** a été bien accueilli au début, puis a été moins présent dans le débat. Il y a une question de pédagogie et de communication autour des mesures climatiques.

Le Pacte vert offre plusieurs opportunités à l'Italie :

- **Effet de pilotage stratégique** : L'approche intégrée du paquet Fit for 55 peut orienter le pays vers un plan de décarbonisation opportun et rentable, en soulignant les possibilités de modernisation de l'économie et d'investissements dans l'innovation.
- **Accélérer une transition socialement équitable** pour anticiper la courbe de décarbonisation et maximiser les avantages tout en minimisant les coûts. Le paquet Fit for 55

doit être adapté à la société. L'Italie peut être le champion de l'atténuation des impacts sociaux, au-delà des compensations financières (par exemple, par le dialogue social, l'amélioration de la gouvernance).

- **Favoriser la décarbonisation de l'industrie** : Fit for 55 peut stimuler les investissements dans l'électrification et l'efficacité énergétique, y compris dans le secteur industriel. Des secteurs comme celui du textile peuvent devenir les exemples de meilleures pratiques de l'UE en matière de croissance, de développement et d'innovation.

- **Mettre la coopération et le multilatéralisme au centre** : L'Italie doit rester à l'avant-garde de l'effort européen de diplomatie climatique et repenser la coopération, notamment entre l'Europe et la région Méditerranée-Afrique.

Fin de la présentation / Q&A

N.M. : Le gaz en Italie et le nucléaire en France sont motivés par le même discours.

D.P. : Le **lobby du gaz est très présent en Italie**. L'industrie du gaz dit que le coût de la transition est trop élevé, que nous devons **conserver le gaz pour réduire le coût de la transition**. Ils déforment le récit. Le ministre, de son côté, a dit que le problème n'était pas le gaz en lui-même mais que nous importions du gaz de pays étrangers, comme la Russie. Nous devrions produire du gaz national. Chez ECCO, nous essayons de rectifier ce message. Il est plus facile pour le gaz de démontrer qu'il est nuisible pour le climat que pour le nucléaire. Sur une note positive : l'Italie obtient de **bons résultats en matière d'efficacité énergétique**. Mais il y a un problème avec le secteur de la rénovation des bâtiments, et l'industrie du gaz exploitera cette opportunité.

J.G. : Qu'en est-il plus précisément de l'efficacité énergétique en Italie ?

E.G. : On ne sait pas vraiment ce qu'est l'efficacité énergétique : en ce qui concerne les mesures de rénovation, l'augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments, nous sommes assez efficaces. Il aurait dû y avoir des mesures provisoires, pour un an, mais elles ont été prolongées. En outre, chaque État membre utilise des critères différents pour déterminer ce qu'est un investissement en matière d'efficacité énergétique. Il y a donc une différence significative dans la méthodologie utilisée par les différents États membres.

W.K. : Qu'en est-il de la réponse politique à ce débat ? Qui sont les alliés au sein du Parlement ?

D.P. : Il y a un intérêt croisé... Est-ce que Mario Draghi continuera à être un premier ministre ? Pas sûr. **Il n'y a pas vraiment de parti vert en Italie**. Habituellement, les idées vertes sont représentées par le centre gauche. Mais pas toujours, comme le montre la question du gaz, qui est aussi une question d'emplois ! C'est un tableau mitigé, pas très clair.

4) POLOGNE (Daniel Kiewra - Expert)

La transition énergétique en Pologne sera une révolution. Aujourd'hui, près de **70 % de l'énergie consommée en Pologne provient de la combustion du charbon**. Les **énergies renouvelables représentent 25 %** de l'énergie en 2020 (en Europe, le niveau moyen est de 37 %).

Le gouvernement ne considère pas qu'il s'agit d'une question nationale importante. Le débat est mené par les ONG, les autorités locales... Mais le gouvernement central ne participe pas à ce dialogue, il ne fait que l'écouter.

Il est temps d'agir. Le projet de transition nationale repose sur le gaz et le nucléaire. L'inaction générale s'explique par la crainte que **l'économie ne perde sa compétitivité**. Des projets d'investissement sont donc nécessaires, mais la plupart des projets soutenus par le gouvernement sont très conservateurs. Le gouvernement a très peur du risque social/professionnel, et pour cette raison, il n'investit pas dans les sources d'énergie renouvelables, l'hydrogène, etc.

La décarbonisation de l'industrie est un défi majeur pour la Pologne. La Pologne devrait s'intéresser à d'autres ressources comme la biomasse, l'hydrogène... Les conséquences du mix énergétique actuel et de la dépendance de la Pologne sont graves : **les prix de l'électricité en Pologne sont les plus élevés d'Europe**.

Nous avons besoin d'un meilleur plan pour les investissements verts, notamment pour les entreprises privées, qui y sont préparées mais attendent que l'argent vienne. La prochaine décennie est cruciale pour cette transition. De nombreux investissements sont encore réalisés dans l'industrie du gaz et la discussion sur la construction de centrales nucléaires n'est, pour l'instant, que sur le papier.

Fin de la présentation de Daniel / Q&A

A.M. : L'ensemble du gouvernement polonais bloque-t-il la transition ou existe-t-il une force progressiste ? La révision des règles fiscales de l'UE l'année prochaine : pourrait-elle amener le gouvernement à mieux accepter le programme Fit for 55 ?

D.K. : L'ensemble du gouvernement fait blocage, également en raison du rôle important des syndicats dans le secteur énergétique et minier.

D.P. : La Pologne n'a pas développé le gaz parce que le pays ne voulait pas être dépendant de la Russie ?

D.K. : Le gouvernement a considéré le gaz comme une source d'énergie renouvelable. Les ONG soulignent qu'il s'agit d'un gaspillage d'argent et que les investissements devraient maintenant être réorientés vers le développement des énergies renouvelables.

J.G. : Le Fonds de transition juste exclut le soutien aux projets gaziers. Alors d'où vient l'argent ? Historiquement, la stratégie de l'UE pour obtenir l'adhésion de la Pologne a toujours été de payer pour cela (ETS2...). Est-ce la bonne stratégie ? Il est difficile pour la société civile de comprendre comment l'argent est dépensé et il y a une divergence entre le niveau national, qui est anti-UE, anti-climat, etc. et le niveau régional qui doit être plus constructif.

M.D. : Je travaille au niveau européen sur le **traité de la charte de l'énergie**, qui est un traité protégeant les investissements énergétiques (y compris les combustibles fossiles). Je suis assez surprise de voir la Pologne rejoindre la coalition avec la France, l'Espagne, le Danemark, etc., en disant qu'elle était prête à se retirer de l'accord si nous ne parvenions pas à supprimer progressivement la protection des combustibles fossiles pendant son processus de modernisation, car cela ne correspond pas vraiment à la situation décrite précédemment.

D.P. : Les investissements dans les mines de charbon pourraient être (avec les futurs investissements dans le gaz) la raison pour laquelle la Pologne veut se retirer du TCE - le risque de devoir payer une

compensation si la Pologne est obligée de les restreindre à l'avenir en raison de la transition énergétique. C'est la raison qui explique la position de l'Italie.

W.K. : Concernant les syndicats, existe-t-il un plan pour adapter les secteurs minier et gazier à la transition ?

D.K. : Pas vraiment, pour le moment il y a un soutien technique de la banque mondiale (par exemple, dans la région de Silésie).

Suivi et prochaines étapes du projet ?

À la suite de ces présentations et entretiens nationaux, il est apparu clairement la **nécessité de réduire la portée** de notre projet. Nos quatre pays sont dans des positions inégales dans la compétition de la transition énergétique, des investissements en infrastructures. Nous pourrions essayer de cartographier les blocages de chaque pays.

Nous pourrions également analyser l'impact des réglementations spécifiques sur chaque pays et utiliser le projet pour "parler" de questions spécifiques comme ETS 2 ou les dossiers Fit for 55. Des études de cas, des solutions intéressantes (parfois des initiatives locales) pourraient illustrer ces comparaisons. Deux dimensions semblent importantes pour la discussion : la décarbonisation de l'industrie et les politiques sociales d'une transition juste.

Quoi qu'il en soit, le rapport final devrait éviter de contribuer au récit négatif de la transition verte, tout comme il ne devrait pas renforcer le discours de dénigrement de l'UE. Le rapport ne sera pas une liste de problèmes sans solutions, mais il contiendra des recommandations pour chaque pays et pour l'UE dans son ensemble afin de mettre en œuvre le Pacte vert sans heurts, d'une manière coordonnée qui respecte les défis locaux et la grande ambition du Pacte vert.

Pour les prochaines étapes, le reste du mois de décembre sera l'occasion de commencer à échanger avec des experts, de l'intérieur de la "bulle bruxelloise" et du territoire national, l'objectif étant de mettre en place une première audition pour janvier.

Fin de la réunion.